



Déclaration liminaire de l'UNSA-Éducation CSA-SD 67 du 11 juin 2026

Monsieur le Directeur académique,
Mesdames et messieurs les membres du CSA-SD,

Nous nous retrouvons aujourd'hui pour examiner une nouvelle étape de la préparation de la rentrée scolaire.

Lors du CSA-SD d'avril, les représentants des personnels ont unanimement rejeté les mesures proposées. Ce vote ne remettait pas en cause le travail des services, dont nous connaissons l'engagement, ni le principe même de la carte scolaire.

Il exprimait avant tout un désaccord avec le contexte dans lequel cet exercice s'inscrit aujourd'hui : celui d'une réduction des moyens alors que les besoins restent importants dans nos écoles.

Nous connaissons les contraintes qui pèsent sur notre département. Nous savons que les moyens attribués ne permettent pas de répondre à toutes les situations qui mériteraient pourtant une attention particulière.

Mais lorsque les moyens manquent, les décisions prises ont des conséquences très concrètes.

Une fermeture de classe n'est jamais un simple ajustement administratif. Elle pèse sur les équipes, sur les conditions d'apprentissage des élèves et sur la capacité des écoles à faire face aux difficultés scolaires, comportementales ou liées à l'inclusion.

C'est bien là que se pose la question des choix politiques faits pour l'École.

Alors que la baisse démographique aurait pu permettre d'améliorer les conditions d'enseignement, de renforcer le remplacement ou les aides spécialisées, elle sert principalement à justifier des suppressions de postes.

Cette logique se retrouve également dans les débats actuels sur l'école inclusive.

Nous partageons l'idée que l'accompagnement des élèves ne peut pas reposer uniquement sur les AESH. L'École a besoin de davantage de coopération avec le secteur médico-social, de formation, de temps d'échange et de moyens adaptés.

Mais nous refusons que cette réflexion serve de prétexte à limiter les recrutements ou à figer les effectifs d'AESH alors que les besoins sont loin d'être couverts.

Sur le terrain, les équipes continuent de faire face à des situations complexes. Des accompagnements restent insuffisants. Des notifications ne sont pas toujours pleinement respectées. Et les AESH exercent encore trop souvent dans des conditions précaires.

Pour l'UNSA-Éducation, une école réellement inclusive passe par une meilleure reconnaissance de ces personnels : un véritable statut, des perspectives de carrière, un temps complet accessible et une rémunération à la hauteur des missions exercées.

Au-delà de la question de l'accompagnement, nous souhaitons également attirer l'attention de cette instance sur le mal-être croissant d'un nombre important d'enseignants.

La baisse démographique est souvent présentée comme un argument justifiant des fermetures de classes, notamment en maternelle. Pourtant, sur le terrain, les personnels ne constatent pas une baisse de la complexité de leur travail, bien au contraire.

De nombreuses fiches Santé et Sécurité au Travail témoignent aujourd'hui de situations de souffrance professionnelle liées à la gestion d'élèves à besoins éducatifs particuliers, mais aussi d'élèves présentant des troubles du comportement parfois très importants, sans diagnostic posé et donc sans accompagnement adapté.

Ces situations placent les personnels dans une tension permanente. Elles affectent également l'ensemble de la classe. Les autres élèves peuvent être confrontés à des violences verbales ou physiques, à des interruptions répétées des apprentissages et à un climat scolaire qui se dégrade. Quant aux élèves concernés, ils ne bénéficient pas toujours des conditions et de l'accompagnement dont ils auraient besoin pour réussir leur parcours scolaire.

Dans ce contexte, maintenir des classes à effectifs raisonnables n'est pas un confort supplémentaire ; c'est une nécessité. C'est un levier concret pour préserver la santé des personnels, améliorer les conditions d'apprentissage de tous les élèves et permettre une prise en charge plus adaptée des situations complexes.

Réduire les moyens au seul regard des chiffres de la démographie revient à ignorer une réalité que les équipes vivent chaque jour : les effectifs baissent parfois, mais les besoins, eux, augmentent.

Au fond, la question est simple : sommes-nous prêts à investir les moyens nécessaires pour que l'école fonctionne réellement ?

Cette interrogation rejoint plus largement celle des conditions d'exercice de tous les personnels.

Les premières réponses au Baromètre UNSA-Éducation 2026 sont révélatrices. Lorsqu'on demande aux personnels ce que leur travail devrait leur apporter, le mot qui revient le plus souvent est celui d'« épanouissement ».

Ce mot dit quelque chose d'essentiel : nos collègues continuent de croire profondément au sens de leur métier. Ils veulent enseigner, accompagner, transmettre et faire réussir les élèves.

Mais chacun constate aussi que l'écart se creuse entre cet idéal et la réalité quotidienne.

Les personnels continuent d'assurer leurs missions avec professionnalisme et engagement. Mais cet engagement ne peut pas devenir la réponse permanente au manque de moyens.

On ne peut pas construire durablement l'École sur la seule capacité des personnels à compenser ce qui fait défaut.

Les mesures que nous examinons aujourd'hui ne résoudront pas à elles seules les difficultés rencontrées dans les écoles. Elles peuvent cependant les accentuer.

C'est pourquoi nous ne pouvons pas les considérer comme de simples ajustements techniques.

Car une école qui tient n'est pas forcément une école qui va bien.

Et nous refusons que notre seule ambition collective soit qu'elle tienne.

Je vous remercie.